

RAPPORT-PROGRAMME

ORION 2022



CERCLE ORION
CLUB POLITIQUE & D'INFLUENCE INDÉPENDANT

15 SEPTEMBRE 2021



Synthèse des propositions fortes

CERCLE ORION

CLUB POLITIQUE & D'INFLUENCE INDÉPENDANT

EN COLLABORATION AVEC LA START-UP **AimPact**

CERCLE ORION

Club de réflexion politique et d'influence indépendant

Le Cercle Orion est un club *politique* et d'influence indépendant, laboratoire d'idées de référence, visant à promouvoir l'engagement de la jeune génération, fondé en janvier 2017 par Alexandre MANCINO.

Son but est de prendre part au débat intellectuel et de contribuer à la compréhension des enjeux et transformations du XXI^e siècle pour agir et être source de propositions pour le monde de demain. Il s'articule autour d'évènements de très haute qualité avec des personnalités du monde politique, économique ou intellectuel ainsi qu'à travers des contributions d'experts sur les sujets de société.

Les activités du Cercle visent à éclairer les décideurs publics et privés confrontés aux enjeux contemporains.

À travers l'ensemble de ses activités – *réflexions, propositions, publications, lobbying & influence, accompagnement de start-ups, évaluation des politiques publiques, participation citoyenne et expérimentation* – le Cercle Orion joue un rôle d'acteur du débat démocratique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cercleorion.com

Synthèse des propositions fortes

Rapport-programme ORION 2022

Rapport rédigé par Alexandre MANCINO, Président-fondateur du Cercle Orion, et Léo GASTALDI, conseiller spécial auprès du Président

Cette synthèse reprend l'ensemble des propositions fortes du rapport-programme Orion 2022, constitué de neuf thématiques. Elle vise à asseoir une ligne politique claire et cohérente, en phase avec les valeurs défendues par le Cercle. Elle ne prétend à aucune exhaustivité et a pour objectif de susciter le débat.

Table des matières

INTRODUCTION	5
MÉTHODE	6
IDENTITÉ & SÉCURITÉ	7
<i>Nos propositions</i>	8
POLITIQUE	10
<i>Nos propositions</i>	11
ÉCONOMIE & FINANCE	12
<i>Nos propositions</i>	13
ÉCOLOGIE & PROGRÈS	15
<i>Nos propositions</i>	16
EUROPE, GÉOPOLITIQUE & SOUVERAINETÉ	17
<i>Nos propositions</i>	18
TECH & DIGITAL	19
<i>Nos propositions</i>	19
DROIT	21
<i>Nos propositions</i>	22
SANTÉ	23
<i>Nos propositions</i>	24
ÉDUCATION & HUMANITÉS	25
<i>Nos propositions</i>	26
CONCLUSION	28

INTRODUCTION

La France est à un tournant. Un choix véritable et qui l'impactera pour de longues années. Un choix qui se polarise : entre une France diluée dans un multiculturalisme assumé, un modèle de production qui détruit lentement notre planète, une économie dépendante tant des Américains que des Chinois ; et une France souveraine, fière d'elle-même, de son histoire, de son identité, cherchant à bâtir son propre modèle : rigoureux, libéral, écologique et ambitieux.

Face à ce choix, les demi-mesures ou les synthèses molles deviennent impossibles et un choix de société doit s'acter. Un choix aussi radical que complexe, aussi tranché que réfléchi. Voilà pourquoi le Cercle Orion choisit aujourd'hui de publier les propositions les plus fortes et impactantes de chacun de ses Comités d'études.

Nous pensons qu'il n'est plus nécessaire d'empiler une myriade de réformes faiblement impactantes, mais bien de lancer des grands projets et des grandes réformes qui transformeront pour des décennies le visage de la France et le quotidien de nombreux Français. Il faut de l'ambition, il faut oser, et il faut surtout s'extirper du calcul politique. Trop souvent, des réformes « de bon sens » ont été abandonnées par une opposition politico-médiatique bien-pensante ou par un manque de courage politique indéfendable. Il est du devoir de tous de regarder l'état de la France en face : insécurité criante dans les grandes villes, perte de la cohésion nationale, baisse du niveau scolaire, immigration illégale foisonnante, risque terroriste et chômage de masse constituent le cocktail terrible d'un pays qui semble en déclin.

Notez bien : le Cercle Orion ne tient pas un discours fataliste, mais bien réaliste. Car le péril est grave mais les solutions existent et les Français peuvent s'en saisir. Car le chemin du redressement de la France passe par un *big-bang* intellectuel et le courage de réformes dures mais impératives. Le débat public et médiatique doit d'abord se saisir de l'inacceptable : une femme doit pouvoir rentrer seule le soir sans crainte dans toutes les rues de France, un enfant des banlieues ne peut être condamné à apprendre des programmes scolaires réduits au minimum et à sa stagnation sociale, et un travailleur motivé ne saurait être cantonné à un chômage longue durée. Voilà pourquoi le Cercle Orion formule, par ce rapport, ses principales propositions pour l'élection présidentielle de 2022. Elles se veulent ambitieuses, résolument tournées vers le long terme et traduisent la volonté de peser dans le débat public en faisant en sorte que le plus grand nombre se les approprient. Nous les porterons avec force et conviction.

MÉTHODE

Le Cercle Orion souhaite se donner un cadre idéologique pour pouvoir penser et décrypter le monde avec une grille de lecture singulière qui lui convient. A ce titre, s'extirper de tous les carcans de pensée, dogmes qui créent de mauvaises conditions dans le débat public semble nécessaire. Le Cercle Orion s'érige aujourd'hui contre une bien-pensance qui s'assimile à un totalitarisme intellectuel : la notion d'identité française est taboue pour une partie de la classe politique, l'acquisition de droits sociaux et sociétaux ne sauraient être questionnée sans immédiatement être étiqueté d'extrême droite, l'immigration devrait nécessairement être une chance etc. Les sujets sont nombreux et cette nouvelle morale s'engouffre dans tout, arrivant même à pousser la rationalité hors du débat public.

De fait, nous assumons donc de ne pas être politiquement correct. Un club de réflexion n'a pas à rechercher l'onction d'un média, d'un homme politique ou d'un intellectuel. Il doit proposer une doctrine cohérente et aboutie capable de redresser un pays et d'améliorer la vie de ses concitoyens. Nous assumons ainsi vouloir une France où l'ordre est respecté sur tout le territoire, de souhaiter une France aux frontières tenues, une France où chacun s'assimile à l'identité du pays, d'aimer une France forte capable d'être économiquement souveraine et de ne pas abandonner ses territoires à la ruine industrielle. Une France capable d'être un maître à penser pour le monde par un mode de production conciliant augmentation des richesses et responsabilité sociale et environnementale. Le Cercle Orion dispose donc d'une vision de la société, pour laquelle il formule diverses propositions. Nous les voulons radicales mais réalistes. Elles ont pour objet de susciter le débat et la réflexion et de refléter notre ligne politique consistant à créer une France fière de son identité, ambitieuse pour son peuple et capable de s'élever dans une nouvelle mondialisation.

IDENTITÉ & SÉCURITÉ

Pour une France forte, assumant son identité et affirmant sa souveraineté

La France est, depuis les années 1970, écartelée entre deux visions : la société multiculturaliste ou la société multiethnique et assimilationniste d'un point de vue culturel. Ce débat n'est pas anodin car il conditionne une grande partie de notre contrat social et de notre vie en société. Les Français doivent avoir droit au choix.

Au Cercle Orion, nous défendons une société française culturellement homogène, car nous sommes convaincus, comme Ernest Renan, qu'un peuple se construit par l'assimilation de codes, valeurs et traditions communes, ainsi que par la décision de partager ensemble la même histoire et le même destin. Il s'agit d'une condition *sine qua non* pour permettre la cohésion nationale et éviter des troubles civils comme la France en a tant connus (catholiques et protestants etc.). La religion est évidemment un élément de rapprochement de la communauté nationale, ou de scission de cette dernière. La question de la laïcité dans la cohésion nationale est donc cruciale, mais pas unique. La question migratoire et le respect des frontières est évidemment centrale : quand l'immigration légale et naturelle est évidemment bienvenue, l'immigration illégale doit être strictement combattue et les immigrés sans-papier systématiquement reconduits à la frontière. Par exemple, en 2019, sur 120 000 demandeurs d'asile, 20 000 obtiennent ce titre de séjour et 80 000 se maintiennent illégalement sur le territoire¹. Nous devons maîtriser nos frontières pour ne pas être submergés par la masse et être capables d'intégrer dans les meilleures conditions les immigrés légaux qui souhaitent s'installer en France. A ce titre, l'école reste le meilleur vecteur d'assimilation : elle apprend notre langue, notre histoire, notre culture. Elle ne doit pas être sacrifiée, sous peine de voir les enfants d'immigrés se reconnaître en d'autres choses que la France et la République, et de voir s'échapper pour eux mais aussi pour de nombreux Français de classes populaires, l'espoir méritocratique qu'avait créé l'école en son temps.

Enfin, un véritable choc de sécurité est nécessaire face à une certaine partie de la population qui fait fi, dans certains quartiers, des principes républicains et de son ordre public. La délinquance des mineurs explose² dans toutes les villes de France, montrant que ni l'État ni les familles n'ont plus la main dans certains quartiers ou dans certaines villes sur leurs enfants et sur la sécurité de nos rues. La situation se dégrade dans de nombreuses villes et nous devons compléter notre arsenal pénal mais surtout faire preuve de fermeté face à ce constat préoccupant.

¹ [Emmanuel Macron demande à expulser davantage d'étrangers en situation irrégulière \(francetvinfo.fr\)](https://www.francetvinfo.fr)

² [INFO OBS. La délinquance des mineurs a explosé en France en 2019 \(nouvelobs.com\)](https://www.nouvelobs.com)

Nos propositions

- **Référendum pour une définition française de la laïcité**
 - o Définition : « *La laïcité est un principe fondamental qui sépare strictement l'État des cultes dans le respect du pluralisme. La laïcité défend autant la liberté de croire ou de ne pas croire, que la neutralité de l'expression de cette liberté dans l'espace public. L'espace public désigne l'ensemble des espaces ouverts partagés par tous* ».

- **Création d'un « Examen national d'entrée au collège »**
 - o Composé d'une dictée et d'exercices élémentaires de français, mathématiques et histoire.
 - o En cas d'échec, un rattrapage est organisé. En cas d'échec aux rattrapages, le redoublement est obligatoire.
 - o Seule exception : dyslexie ou autre problème médical avéré par la médecine scolaire uniquement, et en amont. Une classe spéciale pour les redoublants pourra être créée au sein de chaque établissement pour reprendre les points bloquants.

- **Suspension des prestations sociales dans certains cas**
 - o Pour tous : possibilité pour le juge de suspendre les prestations sociales en cas de peine pénale sans privation de liberté.
 - o Pour les parents : en cas d'absentéisme ou de commission d'infractions punissables de plus de deux ans d'emprisonnement par des enfants de moins de 15 ans, prévoir une suspension automatique de toutes les prestations sociales.
 - L'objectif est ici de rappeler aux parents leurs devoirs et obligations dans l'éducation de leurs enfants : l'explosion de la délinquance des mineurs doit cesser.

Nous opposons ainsi une conception légaliste de la laïcité à une définition coutumière. En effet, le Conseil constitutionnel (*DC du 21 février 2013*) définit la laïcité comme le respect des croyances, le libre exercice du culte et la neutralité de l'État. Cette définition a minima ne nous semble pas être en phase ni avec l'histoire de France, ni avec les attentes des Français. Car la laïcité telle que pratiquée en France pendant la III^{ème}, la IV^{ème}, et le début de la V^{ème} République repose sur deux volets : la liberté de croire ou de ne pas croire, inscrite dans la loi et par le juge, et la neutralité de l'expression religieuse dans l'espace public, qui n'existe pas juridiquement. Pour autant, les Français demeurent

attachés à cette neutralité, comme en témoigne la question du voile qui, depuis les années 1980, déchaîne les passions. Avec l'expansion de la culture anglo-saxonne d'une laïcité qui ne garantit que la liberté de croire ou de ne pas croire, et pas la neutralité de l'expression religieuse, un débat vif s'installe, que seul un référendum semble pouvoir purger de manière légitime et démocratique. Voilà pourquoi nous en proposons un fondé sur cette définition.

La création d'un examen national conditionnant l'entrée au collège nous paraît impératif : le niveau de maîtrise du français, des mathématiques et de l'histoire chute drastiquement depuis désormais 50 ans. Or, le Cercle Orion croit en la méritocratie. Composé d'une dictée et d'exercices élémentaires de français, mathématiques et histoire, cet examen a pour objectif de vérifier l'acquisition des connaissances et savoirs fondamentaux et faire savoir aux familles et aux enfants que le passage au collège ne sera plus autorisé sans cela. Il est de la responsabilité de l'école d'apprendre strictement la langue française et les savoirs fondamentaux ; des enseignants de ne pas se résigner ; et des parents de faire comprendre à leurs enfants l'importance de cet apprentissage. Le véritable scandale méritocratique n'est pas qu'un enfant de Sarcelles ne puisse pas faire Sciences Po, mais que ce dernier ne puisse écrire dans sa propre langue aussi bien qu'un enfant scolarisé dans le XVIème arrondissement de Paris. Aucune égalité/équité n'est possible dans le futur si ces savoirs ne sont pas acquis. Cette mesure est également identitaire car il nous semble impossible d'assimiler à la société française des immigrés et fils d'immigrés qui ne posséderaient pas nos règles communes, à savoir, a minima, écrire et parler correctement sa langue et connaître l'Histoire de France. Dans ce défaut d'assimilation, l'État a autant de responsabilités que les personnes françaises non-assimilées à la culture française.

Nous pensons donc que l'identité française doit être confortée par référendum, mais doit être également inculquée à tous avec fermeté : l'école publique doit retrouver son rôle, à l'instar de celui qu'ont pu avoir les hussards noirs de la République. L'assimilation de l'identité française passe ainsi par l'exigence du nouvel arrivant avec lui-même et la reconnaissance envers son nouveau pays, et le volontarisme des structures étatiques pour lui permettre de réaliser le projet français : que chaque personne de ce monde, s'il décide de faire du français sa langue, de l'Histoire de France son histoire et de la culture française sa culture, puisse devenir Français à part entière.

POLITIQUE

Pour un chef de l'État fort à la tête d'une République à la décentralisation rationalisée

Abstention de plus en plus forte, crise des « Gilets Jaunes », manifestations violentes etc... Nous pourrions conclure à l'échec de la Vème République comme régime efficace pour réguler la démocratie. Nous avons toutefois un diagnostic bien différent : quand la Vème République avait à l'origine pour objectif l'efficacité politique et la consultation démocratique, elle n'offre désormais plus qu'un sas d'élections tous les 5 ans qui déterminent la vie d'un pays qui n'est plus consulté par référendum. Or, cet outil constitutionnel permet au peuple de trancher des sujets essentiels pour la vie d'un pays. Ainsi, un Chef de l'État doté de grands pouvoirs pouvait pour autant, selon la pratique gaullienne, consulter régulièrement son peuple.

Cette pratique ayant disparu et la réforme du quinquennat ayant aligné les calendriers des élections présidentielles et législatives, une crise démocratique est apparue par ce manque de consultation et d'élections intermédiaires à impact sur la politique nationale. De surcroît, la mise en place du quinquennat a contre intuitivement fragilisé le pouvoir présidentiel. En effet, la voix de la France à l'international et la cohérence des réformes se retrouvent fragilisées par ces changements réguliers de Présidents de donc de coloration politique. L'exemple d'Angela Merkel est frappant : sa stabilité à la tête du gouvernement lui a permis d'imposer sa politique et de mettre en place un modèle de société et une doctrine, économique et européenne, figée et efficace (bien que nous n'y adhérons pas intégralement politiquement). La France a donc un grand besoin de stabilité politique et de cohérence.

Cette cohérence, la France doit également la trouver dans sa décentralisation : métropoles, régions, départements, villes, communauté de communes etc. Autant d'échelons qui diluent le pouvoir et rendent incompréhensible la visibilité politique. Cela joue manifestement sur l'abstention lors des élections locales, tout comme sur l'efficacité des politiques publiques territoriales. En somme, le millefeuille territorial doit être ré-agencé, en revalorisant le rôle du Préfet et en effectuant un *big-bang* simplificateur.

Le Cercle Orion a ainsi une vision d'une France avec un gouvernant fort aux pouvoirs élargis, qui renoue avec les élections intermédiaires et qui, dans une pratique gaullienne, renoue avec la consultation populaire. En parallèle, nous avons conscience de la nécessité de la décentralisation mais préconisons un acte ultime de décentralisation.

Nos propositions

- **Référendum pour un septennat présidentiel.** Pour une France stable et démocratique, avec un Chef de l'État qui peut donner une vision au pays et la stabiliser dans la durée.
 - o Laisser à 5 ans le mandat des députés pour créer des élections intermédiaires qui permettront au peuple de s'exprimer avant la fin du mandat. L'expérience montre que les cohabitations ne bloquent pas le pays.
 - o Pas de mandat unique : les Français ont le droit de vouloir un second ou un troisième mandat d'une même personne si, par leurs votes, ils le décident. Nous pensons cette précision constitutionnelle infantilissante.

- **Un « Acte unique de décentralisation »**
 - o Supprimer le Conseil départemental et répartir ses compétences entre la Région et la Préfecture.
 - o Fusionner un grand nombre de communes en donnant droit au Préfet à procéder à une fusion de force en cas de désaccords notables et sans motifs légitimes.

- **Introduction de 30% de proportionnelle aux élections législatives.** Nous sommes convaincus que nous ne devons pas craindre le jeu démocratique. Le système majoritaire a fait ses preuves, mais un mix nous semble créer une démocratie plus efficace, c'est-à-dire une meilleure représentation populaire à l'Assemblée nationale.

Très concrètement, ces mesures doivent renouveler le rythme de la vie politique française et contribuer à asseoir sa stabilité tout en lui apportant plus de démocratie. A ce titre, nous sommes convaincus de l'impact positif de notre démarche. Nous sommes convaincus que le septennat permet seul de faire fonctionner une Vème République qui avait pour objectif d'assurer à la France un Chef de l'État fort capable d'instaurer une vision mais à l'écoute des Français par le référendum. Cette force s'est atténuée temporellement par la réforme du quinquennat, et la question de la légitimité démocratique est malheureusement posée par une partie de la classe politique.

Le Cercle Orion croit fermement en la Vème République mais pense qu'elle doit aujourd'hui retrouver une cohérence. Elle doit être plus démocratique par l'usage, plus efficace par sa décentralisation, et plus forte par son Chef de l'État respecté et relégitimé.

ÉCONOMIE & FINANCE

Pour une France de l'innovation et de la reconquête industrielle

La France connaît, depuis les années 2000 voire depuis les années 1990, un chômage de masse. Bien qu'ayant diminué avant la crise du COVID19 sous la présidence d'E. Macron, ce chômage restait important et structurellement haut. Les conséquences sont multiples : désindustrialisation, mauvais système de formation professionnelle et quelques trappes à inactivité complètent le tableau. Or, ce chômage de masse a des conséquences : sur le budget de l'État, et plus généralement sur la viabilité de notre système de retraite.

Son second problème essentiel reste le positionnement de l'économie française par rapport au monde. Nous nous refusons au recours au protectionnisme autant par idéologie que par peur de possibles mesures de rétorsions : les Américains comme les Chinois ne s'embarrassent pas de tant de pudeurs et n'hésitent pas à appliquer des droits de douanes différenciés ou différentes entorses aux règles du commerce international pour préserver leur tissu industriel, leurs emplois, voire simplement privilégier leurs produits nationaux. Nous devons être capables d'en faire autant dans l'objectif de développer une économie européenne puissante et capable de concurrencer les géants des autres continents. Cela signifie donc nous réindustrialiser. Pas seulement par une industrie de pointe qui ne permettrait pas à tous de disposer d'un travail, mais bien d'une industrie de base, qui fera du « Made in France » une réalité. Notre économie doit ainsi subir un changement radical : accepter de payer plus cher certains produits de base comme des vêtements pour créer un cercle vertueux. En effet, l'achat de ces produits crée directement des emplois en France puis permettront des hausses de salaires qui compenseront ces quelques euros de différences. Nous devons également réfléchir sur nos modes de consommation : quand beaucoup de Français s'achètent une paire de chaussures Nike ou Adidas à quasiment une centaine d'euros, comment ne pourrions-t-on pas produire nous-même ces biens sur notre sol pour un ordre de prix similaire ? Cela est possible, mais le changement de mentalité doit être total et concerner toute la société. L'État doit pouvoir créer les conditions d'offrir aux Français un choix « Made in France » au tarif raisonnable, mais les citoyens doivent accepter, pour que cette politique marche, de réviser certains comportements de consommation. Plus responsable d'un point de vue patriotique, la France doit également s'engager dans une production durable. Le consommateur n'a désormais plus que le prix comme unique variable, et souhaite que son économie engage sa décarbonation et ne pollue pas son air, ses eaux et ses paysages.

Nos propositions

- **Un protectionnisme européen assumé, préférant la production et la consommation de sa zone.** Les règles de l'OMC semblent aujourd'hui dépassées par un monde où la Chine ne dispose pas d'un taux de change réellement flottant, barricade son industrie et où les États-Unis se lancent seuls dans des guerres commerciales. Ces deux puissances nous montrent l'impérieuse nécessité de se constituer comme un bloc. La France pourrait évidemment se circonscrire à sa souveraineté nationale mais quel poids aurait-elle lors de négociation entre Google et le gouvernement ? Aurait-elle pu sanctionner, comme l'a fait la Commission, sanctionner Google ou Microsoft, ou imposer une régulation à Netflix ? Cela semble peu probable. Nous devons donc poser nos propres règles, tant en matière industrielle qu'en matière agricole ou digitale. Nous devons également assumer une préférence européenne pour nos produits, quitte à surtaxer certains produits chinois : ces derniers fermant largement leur pays à nos entreprises et à nos produits, il est désormais temps de leur appliquer des mesures de rétorsions.
- **Un Grand Plan de Réindustrialisation.** Pour assurer notre indépendance économique, nous devons nous réindustrialiser. Nous avons commencé par la création d'industries performantes, dites « de pointe ». Il est essentiel de continuer dans ce chemin et, comme dit précédemment, de recréer une industrie de base dans nos territoires. Tous les secteurs sont concernés. Ce volontarisme doit profiter à nos territoires, qui ont perdu ces industries il y a 20 à 40 ans de cela et concentrent de nombreuses difficultés économiques et sociales.
- **Harmonisation des critères ESG au niveau européen.** Le PIB ou le chiffre d'affaires ne doivent plus être les uniques critères de mesure de notre activité économique. Le Cercle Orion est convaincu que notre espace continental doit se doter de critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG) communs qui permettront aux États-membres des critères de comparaisons communs et pourront ainsi déterminer plus aisément des objectifs ESG.

La France doit retrouver son industrie. C'est la clé fondamentale de sa souveraineté économique, et un outil de choix pour lutter contre le chômage de masse, notamment dans nos territoires. A ce titre, nous devons penser une économie différente, axée sur le « Made in France » en proposant une politique volontariste de création d'entreprises industrielles françaises. Ces entreprises ne doivent toutefois pas être livrées à la concurrence

internationale avec des géants déjà installés ou des entreprises se développant dans des pays ne respectant pas les mêmes règles et critères sociaux voire environnementaux. Le sort de l'économie française passe ainsi par ses choix mais aussi par l'Union européenne. Conçue comme pôle indépendant des États-Unis ou de la Chine, elle doit désormais développer une offre européenne et assumer une préférence pour cette dernière. Cela lui permettra de se constituer comme un corps politique et géopolitique de taille, eu égard à la force de ses États-membres, et d'imposer sa volonté sur la scène internationale dans l'objectif de créer une Europe à l'économie dynamique, innovante, industrielle, souveraine et prospère.

ÉCOLOGIE & PROGRÈS

Pour une France de l'écologie pragmatique et efficace

Le changement climatique est une réalité. Ce constat est documenté scientifiquement, partagé par une majeure partie de la communauté scientifique, et commence à se vérifier dans certaines régions du globe. Il s'agit donc d'un enjeu majeur et primordial pour le Cercle Orion.

Nous sommes convaincus que nous pouvons concilier écologie, économie, souveraineté et progrès. Nous ne souhaitons pas traiter l'écologie comme un sujet de droite ou de gauche, mais comme un sujet qui nécessite des idées pragmatiques et comme une succession de réformes et d'investissements permettant la transition d'un modèle coûteux pour l'environnement à un modèle qui le respecte, et surtout qui le préserve. Trop longtemps, il fut accaparé par des idéologues, qu'ils fussent anti-nucléaire, anti-recherche voire anti-science (rappelons que la recherche sur les OGM ou le gaz de schiste est quasi voire totalement interrompue).

Nous souhaitons donc proposer une vision pragmatique de l'écologie, qui va de pair avec la croissance économique et la préservation d'une grande part de nos modes de vie. Nous pensons que l'écologie ne signifie pas se priver de découvrir le monde, de l'autonomie et de l'indépendance individuelle que peuvent procurer les énergies fossiles, mais bien de croire en la science pour transformer notre modèle de production et nos énergies pour rendre notre économie et nos usages moins carbonés voire totalement décarbonés d'ici à 2050. Les défis sont nombreux : transition énergétique, réorientation de l'épargne, économie circulaire, local et même souveraineté. En effet, assurer à la France une production énergétique dotée d'énergies renouvelables améliorerait significativement sa balance commerciale et lui conférerait surtout une indépendance énergétique géopolitiquement enviable.

Nos propositions

- **Création d'un « Livret vert »** à tous les Français en remplacement du « Livret de développement durable et solidaire ».
 - o Faire passer le plafond de 12 000€ à 30 000€.
 - o La rémunération qui doit être attractive.
- **Renforcer le label « Made in France »** en indiquant la part du processus de fabrication en France.
- **Créer un enseignement « Enjeux du monde contemporains »** avec un module sur les questions environnementales, du CP au CM2.

Nos propositions ont plusieurs objectifs. Le « Livret vert » doit réorienter l'épargne vers la transition écologique. En effet, notamment depuis la crise COVID19, l'épargne s'accumule et une partie des Français placent leur argent. Ce livre vert a pour objectif d'orienter leur épargne vers des « projets verts ». Pour réussir cette manœuvre, il faut assurer la promotion de ce livret, l'augmentation de son plafond, mais surtout assurer un taux de rémunération attractif, à l'instar de ce que fut le Livret A, pour orienter massivement l'épargne vers une transition écologique qui a un grand besoin constant de financement pour assurer sa transformation.

Néanmoins, l'épargne et le financement seul ne saurait suffire à cette transition. Elle doit s'inscrire dans un plus grand projet de remise en question de notre modèle de production et de notre mondialisation. Nous devons, pour être écologiquement efficaces, stimuler la production de nos territoires et gagner en souveraineté économique, privilégier une approche nationale et locale de nos modes de consommation. Le renforcement du label « Made in France » permettra aux Français de valoriser leurs produits et leurs productions dans un esprit qui mêle tout autant patriotisme que gain écologique : moins de fret et de transport voire d'intermédiaires dans la production qui, *in fine*, confèrent aux produits un coût carbone moins élevé.

Enfin, nous pensons que la transition écologique ne peut s'effectuer que par une prise de conscience collective et une évolution des mentalités. Nous pensons donc que l'éducation écologique doit pouvoir, dès l'école primaire, se décliner comme module autour d'un cours plus grand nommé « *Enjeux du monde contemporain* ». Ce cours aura pour objectif de sensibiliser les élèves aux questions essentielles comme le gaspillage, le tri sélectif, la sobriété énergétique ou encore les conséquences du changement climatique. Car ce changement de mode de vie/consommation/production ne pourra s'effectuer qu'avec une conscience et une participation citoyenne, et une évolution certaine des mentalités vers une consommation plus raisonnée.

EUROPE, GÉOPOLITIQUE & SOUVERAINETÉ

Pour une France intégrée dans une Union Européenne totalement repensée, à la doctrine indépendante

Une Chine de plus en plus autoritaire et de plus en plus forte économiquement, au niveau mondial tant qu'au niveau interne et régional ; une Russie indépendante et qui cherche à asseoir ses positions ; des États-Unis omnipotents avec les GAFAM et qui reprennent leurs habitudes isolationnistes : les grandes puissances se constituent et disposent d'une domination autant économique que militaire et culturelle. L'Union Européenne, quant à elle, a longtemps été absente de ces rapports de domination : préférant faire strictement respecter le droit de la concurrence et les 3% de déficit budgétaire, l'Union a oublié qu'elle disposait d'un marché intérieur gigantesque, des économies complémentaires et puissantes, et qu'il était plus temps de se constituer en tant que groupement solide et parlant d'une voix unique que d'asphyxier de normes ses États-membres. Toutefois, l'Union semble se réveiller : les récentes directives SMA ou droits voisins ou encore le règlement RGPD confirment que nous n'avons plus l'ambition de créer une Europe passoire, du moins en termes économiques.

En effet, nous avons délégué, via Schengen, le contrôle de nos frontières aux confins de l'Europe, pour des résultats au mieux mitigés, au pire catastrophiques : nous n'avons stoppé aucune vague migratoire et sommes désormais dépendants du bon-vouloir de la Turquie ou même du Maroc pour stopper l'immigration à leurs propres frontières. Schengen est même un échec sur le plan interne, puisqu'il a été conclu avec des pays aux conditions économiques et sociales différenciées, et créant un espace sans contrôle où tout le monde, légalement ou illégalement, peut entrer sur le sol français dès lors qu'il fait partie des pays membres de l'espace Schengen. Une réforme, trop longtemps repoussée, doit être effectuée, sous peine de devoir se retirer de ce traité.

La France, quant à elle, a toujours suivi, dans les relations internationales, un chemin particulier. Ou tout du moins, elle brille quand elle crée sa propre ligne de conduite. Une politique finalement gaullienne, pragmatique, respectueuse et sans idéologie, qui parle aussi bien aux Américains qu'aux Russes et aux Chinois, mais toujours avec la même ligne de conduite : faire primer les intérêts de la France. Voici la doctrine que le Cercle Orion propose en matière de relations internationales.

Nos propositions

- **Fin de la règle de l'unanimité et de la majorité qualifiée au sein de l'Union européenne pour une Europe de l'efficacité.**
 - o Mettre en place, pour toutes les décisions, un vote à la majorité simple.

- **Refonte du traité de Schengen pour une Europe de l'équité.**
 - o En circonscrire son application avec les pays aux conditions économiques et sociales similaires, en prenant en compte les indicateurs suivants :
 - PIB / habitant
 - Niveau du salaire minimum
 - Niveau des cotisations salariales et patronales

La fin de la règle de l'unanimité au sein de l'Union est essentielle pour que ses États-membres puissent évoluer faire un budget commun et une intégration économique et politique plus forte. La zone euro, quant à elle, doit se consolider politiquement, pour mettre en place des politiques communes à l'international et disposer d'un véritable pouvoir de marché et devenir l'égal des pays précédemment cités. Les règles de l'unanimité et de la majorité qualifiée bloquent ce processus et ne permettent même pas de régler des sujets cruciaux comme parfois le recours au protectionnisme ou la régulation migratoire. La fin de cette règle conditionnera la réussite de l'Union européenne.

Au niveau national, nous devons toutefois prendre la mesure de l'échec de l'espace Schengen et s'emparer vigoureusement du problème. Le dialogue reste toujours la solution privilégiée dans l'Union européenne et c'est heureux. Toutefois, en cas d'échec de la refonte de l'espace Schengen, nous pensons que la France ne devra pas s'y maintenir, ou en tout cas pas avec tous les pays membres actuels de ce traité. La France ne peut pas continuer à ne pas voir respecter son intégrité territoriale et voir des vagues migratoires déferler sur son sol. L'intérêt de la France est ici souverain et ne peut pas passer après l'intérêt slovaque ou polonais. De surcroît, l'inefficacité de la défense des frontières extérieures de l'Union européenne n'est malheureusement plus à démontrer. La France doit donc prôner une politique européenne cohérente et efficace, et doit assumer un audit sur les transferts de compétences à l'Union européenne qui fonctionnent, et ceux qui sont contre-productifs.

TECH & DIGITAL

Pour une France lancée dans la course aux nouvelles technologies

L'avance technologique est l'enjeu de compétitivité et de souveraineté le plus important de ces dernières et prochaines années. Parce qu'internet a bouleversé nos usages, parce que les réseaux sociaux et les GAFAM se sont implantés dans nos vies, et parce que la régulation de ces géants et l'usage de nos données sont au cœur de l'actualité. Notre retard, en tant que Français comme en tant qu'Européens, est immense. Contrairement à la Chine et aux États-Unis, nous n'avons pas ces géants en situation de quasi-monopole. Au mieux, nous arrivons à les réguler, mais jamais à les égaler. Il est temps. Parce que la concurrence n'existe pas réellement avec Amazon et Facebook, parce que nos données personnelles sont en jeu, et parce que nous avons abandonné notre souveraineté numérique voire économique et culturelle à ces géants.

Nous ne pouvons-nous contenter de regarder ces entreprises investir nos marchés, parfois sans payer d'impôts, et se résoudre à ne pas leur apporter de concurrents nationaux ou continentaux. Les efforts de Canal+ et la création de SALTO pour contrebalancer le pouvoir des Netflix, Disney+ et Prime Vidéo sont certes louables mais potentiellement insuffisants. Nous sommes pourtant sur le bon chemin : la directive SMA apporte une régulation à ces géants de l'industrie culturelle. Nous avons effectué la première étape, nous devons maintenant investir massivement pour créer la seconde et lancer nos propres géants.

Cela ne peut toutefois se faire que par, comme il a été dit, un investissement massif, mais également en arrêtant notre fuite des cerveaux. Combien de nos ingénieurs sont déjà partis dans la Silicon Valley ? Bien trop, grâce notamment à l'attractivité des salaires. Nous ne devons pas avoir peur d'être compétitifs sur le domaine des salaires. Nous devons redevenir leader dans ce domaine et nous ne pourrions l'être qu'en mêlant investissement et attractivité. Notre compétitivité et notre souveraineté sont en jeu.

Nos propositions

- **Créer des concurrents européens aux GAFAM :**
 - o Investir massivement pour créer des équivalents, à l'instar des BATX.
 - o Créer ces concurrents avec nos règles et nos propres régulations, notamment sur l'usage de la data.
 - o Assumer un protectionnisme européen contre les GAFAM et pour nos sociétés.

- **Créer un « European Visa Tech »** pour attirer les talents du monde entier :
 - o Créer un visa à l'obtention rapide et spéciale pour attirer les meilleurs talents (ingénieurs etc.) pour développer notre recherche et nos industries technologiques.

- En parallèle, s'aligner sur les salaires américains pour que, « quoi qu'il en coûte », nous arrêtons la fuite des cerveaux et puissions-nous aussi retrouver notre attractivité internationale.

- **Créer un « Contrôleur de la protection des données ».**
 - Sur le modèle du Défenseur des droits, ce contrôleur prendrait l'attribution de la CNIL en la matière, avec des pouvoirs étendus, et devra remettre des propositions pour assurer la protection et le bon usage de la donnée par les acteurs privés.

Il est temps de retrouver une ambition d'indépendance et de tracer notre propre route. Le digital est le domaine pour ce faire. Il est évident que nous ne pourrons pas, seuls, arriver à développer des géants comme Google ou Xiaomi : l'Europe est la clé de voûte de la réussite de cette entreprise. Car nous possédons un marché intérieur européen puissant ; car nous possédons une puissance économique comparable à ces deux puissances ; car nous avons donc la possibilité de mettre en place un protectionnisme qui comporterait son lot d'inconvénients mais que l'Europe pourrait supporter. Nous devons refaire de l'Europe la terre du savoir et de l'innovation.

Pour cela, nous devons améliorer notre attractivité et posséder de nouveaux nos datas car le nerf de la guerre est là. En effet, ces datas nous servent à améliorer nos algorithmes, nos entreprises, et notre énième révolution industrielle qu'est l'intelligence artificielle. Nous devons donc nous saisir de cette problématique pour recouvrer notre souveraineté : mettre en concurrence les GAFAM en mettant fin à la fuite des cerveaux et en utilisant nos propres données personnelles issues de futurs géants européens pour développer nos propres technologies.

DROIT

Pour une France qui renoue avec une justice indépendante et sécurisant l'ordre public

8 Français sur 10 jugent la justice trop laxiste³. Or, la justice se rend « *au nom du peuple français* ». La première problématique apparaît donc : alors que la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire est essentielle pour préserver sa légitimité, la justice française ne la possède plus. La faute au juge ? Peut-être un peu. Mais la faute d'une politique pénale que les Français ne comprennent plus. Interdiction des peines planchers, remise de peines successives, politique pénale qui honnit la solution carcérale et toute dimension afflictive de la peine, les Français ressentent la justice pénale comme injuste. « La prison n'est pas la solution » est un slogan qui a longtemps servi de politique pénale. Force est de constater devant les taux de récidives qui ne baissent pas, que cette politique ne marche pas. Et pire : elle ne permet pas une adhésion des Français à la Justice, qui est, *in fine*, le plus important. Ils estiment aujourd'hui que la politique pénale a oublié un de ses principaux impératifs : bien qu'elle doive lutter contre la récidive (motif pour éliminer le plus de peines de prison possibles), elle doit également réparer, par la sanction, le mal fait à la société.

Un choc d'ordre est nécessaire en France face au sentiment d'impunité qu'ont certains délinquants et devant l'impuissance des juges face à la surpopulation carcérale, aux aménagements de peine et la nécessité de trouver des peines alternatives.

Cette confiance entre les Français et leur justice doit donc être renouée par, comme ils l'attendent, de la fermeté mais aussi par l'indépendance. Les Français, par essence, sont effectivement attachés à la séparation des pouvoirs. Or, le Procureur de la République reste nommé par le pouvoir exécutif, qui dispose d'un grand pouvoir : l'auto-saisine. Il est temps d'en finir avec ce principe pour enfin acter l'indépendance totale de la justice face à tous les pouvoirs. Cela ne signifie pas pour autant créer des juges tout-puissants : ils doivent être la bouche de la loi et rien d'autre. Voilà pourquoi la loi doit parfois dicter le comportement du juge, en essayant de trouver un équilibre entre sa nécessaire liberté d'appréciation, et la conformité de ce dernier à la politique judiciaire et pénale décidée par le politique. Voilà le sens de nos propositions.

³ Sondage CSA pour CNews : <https://csa.eu/news/balise-dopinion-les-francais-et-la-justice-2/>

Nos propositions

- **Retour des peines planchers pour tous les crimes et les délits où la peine maximale encourue est égale ou supérieure à deux ans :**
 - o La peine plancher s'assimilera à une peine de sûreté que le juge doit appliquer de manière incompressible si le prévenu est reconnu coupable d'un crime ou de certains délits.
 - o Rétablissement des peines de prison inférieures à un mois.

- **Suppression du principe de l'aménagement automatique des peines de prison allant de 1 à 6 mois.**
 - o L'aménagement de la peine doit rester une possibilité et non un droit acquis.

- **Acter l'indépendance du Parquet par une élection des Procureurs par leurs pairs.**

La réforme de la justice du Cercle Orion répond à un unique objectif : recréer un lien de confiance entre la justice, les justiciables et le peuple. Cela passe par une justice rendue par le peuple et pour le peuple. En ce sens, il doit être entendu et les politiques pénales actuelles, qui n'ont pas montré de grandes réussites jusqu'à présent, doivent cesser. Le retour des peines planchers permettra non seulement de renouer avec la dimension dissuasive de la peine (en matière délictuelle plus qu'en matière criminelle) et surtout que la société puisse avoir le sentiment que justice a été rendue. Cette confiance est un équilibre délicat à construire, entre nécessaire assentiment populaire mais également préservation des droits humains minimaux. Par exemple, un Français sur deux serait favorable au recours à la torture⁴ alors même qu'il ne semble bon à aucun homme politique de la rétablir pour d'évidentes raisons. Cet équilibre, entre fermeté et respect des droits humains fondamentaux, est difficile à trouver mais n'est aujourd'hui plus recherché. Le manque de confiance envers la justice passera donc par plus de fermeté mais pas uniquement.

Les Français ont la sensation d'une justice à deux vitesses, à l'instar de J. de La Fontaine qui écrivait que : « *selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* ». La justice fait pourtant bien son travail, et certains exemples de politiques ou hommes puissants mis en cause nous montrent que la justice est uniforme. Elle ne doit toutefois pas prêter le flanc aux critiques, notamment lorsqu'elles peuvent être justifiées. L'indépendance du Parquet est ainsi essentielle dans une démocratie. Il ne peut y avoir le moindre soupçon, justifié ou non, de justice téléguidée ou de procureurs à la solde du pouvoir exécutif. Un nouveau mode de nomination doit donc être envisagé. L'élection populaire semble disposer de nombreux inconvénients, alors que l'élection par ses pairs semble être la solution la plus adéquate pour concilier indépendance et qualité dudit magistrat. Par ces réformes, le Cercle Orion est convaincu que les Français pourront enfin retrouver confiance dans leur justice.

⁴ [Plus d'un Français sur deux se dit favorable à la torture - Le Point](#)

SANTÉ

Moderniser la santé pour répondre aux grands enjeux du XXIème siècle

La crise du COVID19 a montré que nous n'étions pas préparés à une pandémie. Quand les Chinois montèrent un « hôpital » dédié au traitement des patients atteints gravement du COVID19, nous n'avons su et pu faire de même. Nous avons certes adapté très vite nos hôpitaux, mais nous avons manqué de tout : masques, principes actifs, respirateurs etc. et surtout la main d'œuvre : comment aurions-nous pu soigner davantage de malades alors que nous avons déjà, dans des périodes hors-pandémie, des problèmes structurels de recrutement, d'attractivité, et donc d'effectifs en termes de personnel soignant. Le problème est fondamental et devra être résolu. A ce titre, nous ne pouvons qu'adhérer au « Ségur de la santé ».

Plus globalement, le domaine médical souffre de certaines incohérences : la communication est faible entre le public, le privé, la médecine de ville, l'hôpital, les généralistes et les spécialistes. Il n'est pas rare de devoir refaire les mêmes examens plusieurs fois quand on change d'établissement ou lorsque l'on prolonge ses soins. Un impératif d'efficacité est donc à résoudre.

Mais plus globalement, les enseignements de cette crise nous font observer un cruel manque de compétitivité voire de déclin de notre recherche : nous n'avons toujours pas, à la parution de ce rapport, de vaccin français quand les Allemands, Anglais, les Américains, les Chinois et les Russes en ont un. Notre retard fut considérable et doit dès à présent nous alerter sur nos faiblesses et notre besoin impérieux de relancer notre recherche fondamentale et appliquée, de regarder en face notre industrie pharmaceutique et de réinvestir massivement dans certains domaines. Cela touche autant notre compétitivité que notre souveraineté. Nous devons désormais être prêts à faire face à des scénarios de crise de la meilleure des manières et de s'assurer de notre indépendance en cas de crises graves et mondiales. Il en va de notre survie.

Nos propositions

- **Relancer la recherche fondamentale française et aligner les salaires de nos chercheurs publics sur le privé.**
- **Création d'un outil web ville – hôpital à partir du Dossier Patient Informatisé (DPI) hospitalier pour systématiser la communication des résultats médicaux dans un projet de système d'information commun.**
- **Ouvrir un nombre de places accrues pour les concours d'infirmiers.**

Nous cherchons par ces propositions à répondre à des problèmes simples mais qui font partie d'un grand nombre de problèmes au cœur du système de santé français. Tout d'abord, il est essentiel de s'assurer que, de nouveau, nous pourrions assurer un rôle de leader dans le domaine de la recherche. Cet effort peut être partagé avec d'autres pays européens, mais la crise a toutefois « révélé » (pour les plus naïfs) le retour d'un nationalisme certain et montre toute l'importance que notre souveraineté sanitaire doit avoir. Le Président E. Macron ne s'y est d'ailleurs pas trompé en souhaitant relocaliser la production de certains principes actifs.

Nous pensons donc qu'une révolution des pensées doit s'opérer et que la France doit de nouveau être capable d'ambition et d'innovation. Un choc des pensées et des méthodes est nécessaire, et rogner sur des budgets qui favorisent l'innovation et la compétitivité semble absurde tant le retard accumulé est désormais conséquent. Parallèlement, nous devons optimiser notre système de santé, en revalorisant certaines professions, mais en abolissant également certaines lourdeurs administratives pour gagner en efficacité. Un travail de fond autant qu'un travail d'ambition.

ÉDUCATION & HUMANITÉS

Un retour du génie artistique et intellectuel français pour une culture partagée par tous

La culture en France fut doublement sacrifiée. Tout d'abord parce que nous ne disposons plus d'intellectuels qui faisaient jadis notre célébrité et notre rayonnement. Nous avons troqué Jean-Paul Sartre pour Bernard-Henri Lévy. Cela illustre parfaitement notre besoin de retrouver, en France, une élite intellectuelle composée de talentueux penseurs écrivant une philosophie, de grands romans ou une poésie qui marquent l'Histoire. Nous avons perdu cette élite car nous l'avons déjà déconsidérée. Au nom d'un relativisme où les textes de JuL vaudraient ceux de G. Brassens, nous avons déconsidéré une partie de notre art et de notre culture. Nous n'arrivons également plus à penser par nous-mêmes : une grande partie de nos intellectuels se trouvent aujourd'hui biberonnés par la sociologie américaine et ne se contentent que de la transposer en France. La qualité de nos intellectuels est également sujet à débat : nos meilleurs éléments issus de nos meilleures classes préparatoires préfèrent désormais choisir HEC, l'ENA ou une excellente école d'ingénieur plutôt que d'être ou rester normalien, enseignant, et produire une pensée nouvelle. Les producteurs de ces nouvelles pensées se trouvent ainsi être les doctorants en sociologie qui politisent partialement le débat plus qu'ils ne le vivifient.

Le deuxième sacrifice que nous avons accepté est celui de laisser une jeunesse sans repère culturel et artistique. Face à la profusion de l'offre culturelle de ces dernières années, nous n'avons effectué, autant par paresse que par idéologie, aucune hiérarchisation et avons donc laissé toute une partie de notre jeunesse s'éloigner sciemment d'une culture que certains considèrent comme « élitiste », mais qui permet souvent de créer les conditions de l'ascension sociales. La peinture, la littérature, la sculpture, le théâtre, les arts de la table etc., notre jeunesse est perdue face à cette culture. Pourtant, il n'a jamais été aussi peu coûteux d'aller au musée lorsqu'on est jeune, ou d'accéder à une offre enrichissante. Le problème n'est donc pas l'accès mais le choix des enfants et des familles. Acheter à son enfant un livre coûte moins cher qu'un abonnement Netflix, mais les familles ne font pas nécessairement le choix du livre. Sans les blâmer, il est essentiel que l'école reprenne son rôle d'émancipation par la culture, et puisse montrer un aperçu aux enfants de la République de ce que la France peut offrir en termes de variétés artistiques et plus globalement culturels.

Nos propositions

- **Recréer une élite littéraire et artistique : moderniser le « concours général » et créer une « Résidence littéraire et artistique publique ».**
 - Un appel national à postuler devra être lancé et des quotas de candidats par lycée seront déterminés pour lutter contre l'autocensure.
 - L'objectif ici est d'ajouter au concours général une composante « arts » et « création littéraire » disponibles pour tous. A l'issue de ce concours, en terminale, les 50 meilleurs rendus de ces deux filières ainsi que celle de philosophie se verraient ouvert le droit d'entrer dans une classe préparatoire spécifique de trois ans, qui leur seraient dédié.
 - Cette classe préparatoire aura pour objectif de confier nos meilleurs talents aux meilleurs professeurs durant trois ans, en les faisant côtoyer de nombreux artistes et écrivains.
 - A l'issue de ces trois ans, ils pourront tenter les concours de l'ENS ou se voir proposer une « Résidence littéraire et artistique publique » de longue durée, où serait financé intégralement la publication de leur première œuvre / exposition.

- **Créer une « Initiation aux arts » dans tous les collèges de France.**
 - Renouveler l'enseignement « arts plastiques » en lui allouant 50% en plus de dotation horaire.
 - Enseignement dédié tout autant à la théorie qu'à la pratique.
 - « L'art » doit être appréhendé au sens large, qu'il soit littéraire, cinématographie, pictural, ou encore les arts de la table etc.
 - Des partenariats avec des artistes locaux devront être mis en place pour stimuler le tissu artistique territorial et pour faciliter la rencontre entre les collégiens et les artistes.

Faire rayonner la France, créer un goût unique pour la culture à tous les Français : voilà l'objet du programme « Humanités » d'Orion 2022. Un double impératif, qui est de retrouver notre exigence envers notre propre culture et nos propres connaissances, et d'une visibilité intellectuelle française dans le monde entier. Des siècles durant, la France a ébloui le monde par ses penseurs et par leurs œuvres qui ont marqué l'histoire. Il est temps de retrouver cette ambition. L'ambition d'un peuple qui aime et respecte une élite intellectuelle universaliste qui inspire le monde, et l'ambition d'un peuple cultivé, exigeant envers lui-même, avec un État qui mène une politique volontariste en ce sens.

Les réformes que nous proposons sont autant élitistes que populaires : le Cercle Orion est persuadé que la constitution d'une élite brillante et méritante est impérative pour le rayonnement d'un pays, mais qu'il revient au politique de parler, dans le même temps, au plus grand nombre et de mener des politiques publiques pour son peuple. Nous ne pensons pas ce peuple comme incapable d'acquérir la culture des musées, des théâtres, des grands livres, mais nous ne l'infantiliserons pas par un relativisme qui mettrait sur le même plan tous les artistes et toutes les œuvres. Voilà pourquoi nous proposons une initiation aux arts classiques, pour que même les plus éloignés socialement et culturellement de ce savoir puissent en disposer l'accès.

CONCLUSION

Le Cercle Orion a ici dévoilé ses principales propositions. Elles ne sont donc pas exhaustives et méritent d'être complétées par les rapports-programmes que nous diffuserons au cours de l'année. Ces propositions ont deux objectifs : susciter le débat sur les problématiques réelles des Français, et donner des solutions pour que la France retrouve sa force, tant sur le plan interne qu'international. Nous avons conscience de la radicalité de certaines de nos propositions : elles sont toutefois adaptées à un contexte et à un constat qui ne peut souffrir de mollesse et de demi-mesures. La France ne peut plus se permettre de mettre un voile d'ignorance sur la situation du pays.

Nos propositions, si elles sont appliquées, auront le mérite de remettre la France en ordre, de parer son économie d'une industrie forte dans une Europe qui prend conscience de son potentiel et de son pouvoir à l'international. Nous souhaitons aussi une France réunifiée autour de ses valeurs. Malgré les tensions qui pourraient apparaître ou les oppositions plus que vives, nous avons l'intime conviction que la France ne doit pas reculer sur ce qui est juste et ce qui correspond à son identité. La laïcité, l'école, la sécurité ne doivent plus être réformés avec laxisme mais avec cohérence. Voilà pourquoi nous souhaitons également promouvoir une démocratie régénérée : car nous avons la conviction profonde que des débats profonds, qui provoquent en France des tensions, doivent se résoudre par le débat et le vote. Nous sommes convaincus que la Vème République peut apporter cela.

Mais la France est parée pour réussir. Elle possède un vivier de talents, une grande histoire qui anime son peuple et une économie loin d'être à terre. Il lui faut néanmoins accepter ses faiblesses urgemment, et décider collectivement du modèle de société que nous souhaitons pour le pays dans les prochaines décennies.

CONTACT

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : cercleorion@gmail.com